

DEPARTEMENT DU TARN

COMMUNE DE BRASSAC



**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**Appel d'offres en procédure adaptée (article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)**

**TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE  
ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU HAMEAU DE PAYSSIBOTS**

Maître d'ouvrage :

**COMMUNE DE BRASSAC**

Maître d'œuvre :

**DEJANTE Eau & Environnement – Pays d'Oc**

**1 - REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Lundi 18 Mars 2018 à 12H00**



## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>INTERVENANTS</b>	<b>4</b>
2.1	MAITRISE D'OUVRAGE	4
2.2	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.3	CONDUCTEUR D'OPERATION	4
2.4	MAITRISE D'ŒUVRE	4
2.5	CONTROLE TECHNIQUE	4
2.6	EXPLOITATION DE L'OUVRAGE	4
2.7	COORDONNATEUR DE SECURITE	4
2.8	ENTREPRISES	5
<b>ARTICLE 3</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>6</b>
3.1	ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	6
3.2	FORME DU MARCHÉ – DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	6
3.3	COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.T.P.	6
3.4	VARIANTES (PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET SOLUTIONS ALTERNATIVES)	6
3.5	CAUTIONS ET GARANTIES EXIGÉES	6
3.6	INFORMATION DES CANDIDATS	6
3.7	DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	6
3.8	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	7
3.9	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
3.10	PRIX DU MARCHÉ – MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ – UNITE MONETAIRE RETENUE	7
3.11	TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE NATIONALE – OBLIGATION DE DISCRETION	7
3.12	GARANTIES PARTICULIERES POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	7
3.13	MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	7
<b>ARTICLE 4</b>	<b>PRESENTATION DES OFFRES</b>	<b>8</b>
4.1	CANDIDATURE	8
4.2	OFFRES	10
<b>ARTICLE 5</b>	<b>JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>11</b>
5.1	DEFINITION DES CRITERES DE CHOIX	11
5.1.1	Candidature	11
5.1.2	Offre	11
5.2	ÉVALUATION DES CRITERES DE CHOIX	11
5.2.1	Prix des prestations (pondéré à 50%)	11
5.2.2	Valeur technique (pondéré à 50%)	12
5.2.3	Négociation	14
5.2.4	Visite du site	14
<b>ARTICLE 6</b>	<b>CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>OFFRES REMISES PAR VOIE ELECTRONIQUE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>PIECES A FOURNIR POUR LA PASSATION DU MARCHÉ</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>18</b>

## **ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION**

Les prestations objet de la présente consultation relèvent de l'article R 4532-1 et suivants du Code du Travail relatifs à la prévention des risques liés aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

Le présent appel d'offres concerne l'exécution de travaux d'alimentation en eau potable pour le compte de la Commune de BRASSAC.

## ARTICLE 2 INTERVENANTS

### **2.1 Maitrise d'ouvrage**

Le Maître de l'Ouvrage des travaux est la commune de BRASSAC, il s'agit de :

**Monsieur Le Maire de BRASSAC**

Mairie de BRASSAC

Place de l'Hôtel de Ville

81260 BRASSAC

Tél. : 05 63 74 00 18 - Fax. : ..... - Email : [mairie@brassac.fr](mailto:mairie@brassac.fr)

### **2.2 Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est : Monsieur Le Maire de BRASSAC

### **2.3 Conducteur d'opération**

Sans objet.

### **2.4 Maîtrise d'œuvre**

**DEJANTE Eau & Environnement – Pays d'Oc**, dont les coordonnées sont :

70, rue des Agriculteurs – 81000 ALBI

TEL : 05.63.76.21.00 – FAX : 05.63.76.19.29.

### **2.5 Contrôle technique**

Sans objet.

### **2.6 Exploitation de l'ouvrage**

L'exploitation sera assurée par la maitre de l'ouvrage.

### **2.7 Coordonnateur de Sécurité**

~~Conformément à la réglementation définie par le décret N°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est assurée dans le cadre de la présente opération.~~

~~La mission de coordination est assurée par :~~

Sans objet

## **2.8 Entreprises**

Le marché pourra être attribué :

- A une entreprise individuelle
- A des entreprises groupées.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises :

Si le groupement est conjoint, chacun des membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;

Si le groupement est solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Dans les deux formes du groupement, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement. Il assurera, sous sa responsabilité, la coordination de l'ensemble des entrepreneurs.

La même entreprise ne peut faire partie de plusieurs groupements concurrents en tant que co-traitant.

La composition du groupement et son mandataire devra être présentée lors de la remise de l'offre.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises :

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

## **ARTICLE 3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 Étendue de la consultation**

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### **3.2 Forme du marché – Décomposition en tranches et en lots**

Il ne s'agit pas d'un marché à bon de commande.

Il n'est pas prévu une décomposition des travaux en lots.

Les travaux feront l'objet d'une seule et unique tranche définie comme suit :

- **Tranche ferme : Canalisation et branchements AEP**

Le délai limite de notification de la décision d'affermissement pour la tranche conditionnelle est de **24 mois** au plus à compter de l'ordre de service de commencer les travaux de la tranche ferme.

### **3.3 Compléments à apporter au C.C.T.P.**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

### **3.4 Variantes (prestations supplémentaires éventuelles et solutions alternatives)**

Les solutions alternatives ne sont pas autorisées.

Les prestations supplémentaires éventuelles sont autorisées.

### **3.5 Cautions et garanties exigées**

Se reporter à l'article 5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

### **3.6 Information des candidats**

Sans objet.

### **3.7 Délai d'exécution des travaux**

**Le délai d'exécution des travaux est laissé à l'initiative des candidats qui devront obligatoirement le préciser dans l'acte d'engagement.**

Les délais d'exécutions sont exprimés en jours calendaires.

Néanmoins, le délai d'exécution des travaux ne pourra excéder :

**1.5 mois** à compter de la réception de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Le délai de la phase de préparation est fixé à 1 mois et n'est pas compris dans les délais d'exécution des travaux.

### **3.8 Modifications de détail au dossier de consultation**

Au plus tard 10 jours avant la date limite prévue pour la réception des offres, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

### **3.9 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est **de 90 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

### **3.10 Prix du marché – Mode de règlement du marché – Unité monétaire retenue**

Texte de référence : ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai global de paiement fixé à 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché par virement administratif dans les conditions précisées à l'acte d'engagement et au C.C.A.P.

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : Euro. Les offres doivent donc être impérativement libellées en Euro.

### **3.11 Travaux intéressant la défense nationale – Obligation de discrétion**

Sans objet.

### **3.12 Garanties particulières pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

### **3.13 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé**

Sans objet.

## ARTICLE 4 PRESENTATION DES OFFRES

### Remarque :

Les offres seront rédigées entièrement en langue française.

Les candidats auront à produire un dossier comprenant les pièces décrites ci-après : **seul l'acte d'engagement sera daté et signé.**

L'acte d'engagement sera complété conformément au document joint et il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

**Les offres seront remises sous enveloppe cachetée extérieure qui contiendra la candidature et l'offre décrites ci-après.**

### **4.1 Candidature**

**La candidature** contiendra les pièces contractuelles suivantes en application aux articles 48 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016:

- ❖ La lettre de candidature modèle DC1 2016
- ❖ La déclaration du candidat modèle DC2 2016, ainsi que tous les documents à joindre dont il est fait mention :

Le candidat déclare sur l'honneur :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ou une infraction de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du **code du travail** ou des infractions de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;



- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1, L5212-2, L5212-5 et L5212-9 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Ces déclarations sont à remplir complètement, datées et signées par le représentant légal du candidat.

- ❖ La déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé modèle DC6,
- ❖ L'état annuel des certificats reçus modèle NOT12,
- ❖ Les attestations d'assurance à jour,
- ❖ L'extrait K-bis,
- ❖ Éventuellement lettre de confort ou de cotation des banques,
- ❖ Les références récentes (moins de 5 ans) concernant les qualités et capacités techniques et financières des candidats en matière de travaux d'alimentation en eau potable :
  - Certificats de capacité pour des travaux de pose de réseaux AEP,
  - Identifications professionnelles :
    - **Niveau 5113 Construction de réseaux d'adduction et de distribution d'eau sous pression, en site non urbain, Etablis en canalisation de DN inférieur ou égal à 300mm en site non urbain avec reprise de branchements existants ou création de branchement neuf**

Issues du référentiel de l'identification professionnelle des entreprises de travaux publics établi par la F.N.T.P.,

- Références techniques pour des travaux de pose de réseaux AEP en PEHD PN16,
- A défaut, justifications des moyens en personnel et en matériel pour assurer la réalisation des travaux dans les délais.

**Remarque importante:**

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ;
- en cas de groupement, la ou les entreprises cotraitantes devront fournir un DC2 ainsi que les pièces à joindre détaillées ci-dessus

## **4.2 Offres**

L'offre contiendra les pièces contractuelles suivantes :

- ❖ **L'Acte d'Engagement (A.E)** s'inscrivant strictement dans le cadre de celui du D.C.E. avec, éventuellement des annexes de sous-traitance, **daté et signé**
- ❖ **Le Bordereau de prix unitaires (BPU)** dûment remplis,
- ❖ **Le Détail quantitatif et estimatif (DQE)** dûment remplis,
- ❖ **Un Mémoire justificatif** des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.  
A ce document seront joints des documents explicatifs décrits au titre 5.2.2. « Valeur Technique »

Si l'offre émane d'entreprises groupées et n'est signée que du mandataire, les habilitations que ses co-traitants lui ont données seront jointes à l'offre.

Il est rappelé que le marché sera conclu dans l'unité monétaire EUROS.

Les pièces suivantes de la consultation deviendront « pièces du marché », pour le titulaire, une fois le marché signé :

- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**, (aucune dérogation à ce document n'est autorisée), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, et ses annexes obligatoires ;

## ARTICLE 5 JUGEMENT DES OFFRES

### 5.1 Définition des critères de choix

#### 5.1.1 Candidature

Les modalités de vérifications des candidatures seront conformes à l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

#### 5.1.2 Offre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59, 60 et 62 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ces conditions prévoient notamment :

- L'examen de la conformité des réponses aux documents de la consultation,
- La prise en compte des critères de jugement énumérés ci-après.

Les candidats seront sélectionnés en fonction des critères énumérés avec leur pondération :

- Critère 1 : Prix des prestations (50 %)
- Critère 2 : Valeur technique de l'offre (50 %)

#### Remarque :

- **Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisée par le présent règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.**
- **En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau de prix prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif serait rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient, également, constatées dans le détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.**

### 5.2 Évaluation des critères de choix

Chaque critère se voit attribuer une note sur 20 à laquelle une pondération est appliquée. La note finale correspondra à l'addition des notes pondérées de chaque critère de jugement des offres.

#### 5.2.1 Prix des prestations (pondéré à 50%)

Le calcul de la note attribuée à ce critère est le suivant :

$$\text{Note} = 20 - [(Px - P_{\min}) / (0,04 \times P_{\min})]$$

Avec :

P<sub>min</sub> : montant de l'offre la plus basse

P<sub>x</sub> : montant de l'offre du candidat

La note est arrondie aux centièmes près.

Si la note est inférieure à 5, cette note sera conservée à 5.

### **5.2.2 Valeur technique (pondéré à 50%)**

La valeur technique sera appréciée selon les éléments d'analyse suivant :

<b>TABLEAU DE NOTATION DE LA VALEUR TECHNIQUE</b>		
<b>Sous critères</b>	<b>Descriptif du attendu du sous critère</b>	<b>Pondération du sous-critère (P)</b>
Mode de réalisation du chantier	<p>Note de présentation détaillant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Descriptif de la phase de préparation,</li> <li>- la prise en compte des contraintes du chantier et des points particuliers du chantier : modes d'accès aux sites, installation de chantier et stockage, travaux sous route départementale, voie intercommunale, et communale circulées, travaux en terrain privé, évaluée sur la base d'un plan des installations de chantier,</li> <li>- la méthodologie de réalisation des travaux (signalisation, déviation éventuelle, fouille, blindage, pose des différentes fournitures, remblaiement, compactage, réfection,...),</li> <li>- la prise en compte des nuisances de chantier et leur mode d'atténuation : circulation d'engin, bruit, poussière,...,</li> <li>- la prise en compte des riverains,</li> <li>- proposition technique de l'entreprise pour l'amélioration / l'optimisation du déroulement du chantier,</li> </ul>	<b>7</b>
Matériaux et fournitures	<p>Note fournissant des indications concernant la provenance précise des principales fournitures (matériaux de remblaiement (lit de pose, remblai,...), conduites PEHD, PVC et fonte, raccords (coudes, brides, tés, manchons, plaques pleines, ...), robinetteries (vannes, ventouses), fontaineries éventuelles (poteau incendie, bouche incendie,...), pièces de branchements éventuelles (collier, robinets, compteurs, clapet, coffrets compteurs), bouches à clé avec tube allonge et tabernacle, filets, regards, tampons, réfection de chaussée (bicouche, tricouche, béton bitumineux, ...) : fiches produits</p>	<b>5</b>
Moyens affectés au marché	<p>Note détaillée des effectifs affectés au marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de l'équipe au travers d'un organigramme fonctionnel nominatif,</li> <li>- Savoir-faire/expérience du personnel d'encadrement, technique, de chantier au travers des CV actualisés de chacun des membres, validés par les diplômes obtenus, les certificats de capacité des chantiers similaires de moins de 5 ans selon leur domaine d'intervention.</li> </ul>	<b>2</b>

Planification – organisation du marché	Un planning d'exécution des ouvrages indiquant la durée des différentes phases du chantier, incluant les phases d'essais et contrôle selon les durées minimales fixées dans les fascicules concernés.	<b>2</b>
Démarche qualité - Valorisation du savoir-faire.	Une note précisant l'engagement de l'entreprise dans une démarche de validation et valorisation de son savoir-faire, appliqué à l'opération : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Certification ISO, démarche interne de mesure de la satisfaction client,</li> <li>- Référencement par des organismes ou des labels professionnels : FNTF, QUALIBAT, QUALIFELEC, CANALISATEURS DE FRANCE, EFFINERGIE, QUALIBOIS, QUALISOL,... en rapport avec le domaine considéré,</li> <li>- Dispositions / matériels d'autocontrôle de réalisation et procédure</li> </ul>	<b>1</b>
Moyens matériels affectés au marché	Note détaillée des matériels affectés au marché : <ul style="list-style-type: none"> <li>- caractéristiques, type des engins utilisés,</li> <li>- adaptations du matériel aux spécificités du chantier.</li> </ul>	<b>1</b>
Préservation environnementale et gestion des déchets	Une note indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La prise en compte de la performance écologique des matériaux et produits utilisés : intégration du produit ou fourniture dans un dispositif de recyclage ou valorisation de filière d'élimination, prise en compte du développement durable dans le processus industriel,</li> <li>- La prise en compte et procédure de gestion des déchets de chantier,</li> </ul>	<b>1</b>
Hygiène et sécurité	Une note détaillée indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène et les conditions de travail sur le site,</li> <li>- La prise en compte des contraintes d'exploitation de l'ouvrage en service, ...</li> </ul>	<b>1</b>

Le coefficient de pondération affecté à chaque critère permet de déterminer la note globale de l'offre sur 20.

Pour chaque sous-critère, l'offre se voit attribuer une évaluation sur une échelle de 0 à 5 ;

- 0 = offre inappropriée ou non conforme aux prescriptions du dossier de consultation ou de la réglementation ;
- 1 = offre insuffisante : Offre qui présente des lacunes techniques, des non-qualités, des incohérences ou des non conformités par rapport à la solution ;
- 2 ou 3 = offre moyenne. Offre qui présente des imprécisions ou des généralités, tout en restant une offre conforme et acceptable ;
- 4 ou 5 = offre considérée comme complète et acceptable

Si un critère comporte des sous critères, chaque sous critère est également évalué dans les mêmes conditions.

Les notes pour chaque critère, et le cas échéant pour chaque sous critère, sont déterminées de la manière suivante :

$$N_p = P \times N_a / 5$$

Dans laquelle :

- P est la pondération affecté au critère considéré (ou sous critère le cas échéant) ;
- Na est l'évaluation attribuée au critère (ou sous critère le cas échéant) ;
- Np est la note pondérée au critère (ou sous-critère le cas échéant) ;

La note globale est obtenue par l'addition des notes calculées pour chaque sous critères, arrondie aux centièmes près.

La Commission Technique attribuera le marché à l'offre ayant la note la plus élevée.

### **5.2.3 Négociation**

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas négocier.

Dans le cas où une négociation serait engagée sur tout ou partie des éléments de l'offre. La négociation se limitera aux trois offres arrivées en tête au terme du classement établi avant négociation, sur la base des critères de jugement des offres ci-avant.

Les candidats ayant présenté une offre inacceptable ou inapproprié ne seront pas admis à négocier. Cette négociation fera l'objet d'un envoi de questions, les réponses feront l'objet d'une présentation en commission en complément de la transmission écrite de celles-ci.

### **5.2.4 Visite du site**

Une visite du site n'est pas obligatoire mais est recommandée.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES**

Les offres devront être remises à l'adresse suivante :

**Monsieur Le Maire  
MAIRIE DE BRASSAC  
Place de l'Hôtel de Ville  
81260 BRASSAC  
Tel : 05 63 74 00 18**

Elles devront être remises avant la date et heure indiquées en première page et comporter la mention :

« Offre pour les Travaux d'alimentation en eau potable du hameau de PAYSSIBOTS  
Commune de BRASSAC. »

Les offres seront transmises sous enveloppe cachetée contenant les justifications à produire par le candidat conformément à l'ARTICLE 4.

Si elles sont adressées par la poste, elles devront l'être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal ou par Chronopost, et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heures limites.

Si elles sont déposées directement en mairie, un récépissé sera remis à la personne dépositaire du dossier.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limite fixées ci-dessus, ceux dont l'avis de réception serait délivré après ces mêmes date et heure limites, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

Les candidats répondant par voie postale sont invités à transmettre dans les délais une copie dématérialisée de leurs offres (CD, clé USB, etc. ...).

## **ARTICLE 7 OFFRES REMISES PAR VOIE ELECTRONIQUE**

La procédure de dépôt de pli est détaillée sur la plate-forme de dématérialisation ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

Le candidat optant pour la réponse par voie électronique est invité à télécharger le manuel d'utilisation.

L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

La durée de transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre ; il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites ou ceux dont l'avis de réception serait délivré après ces mêmes dates et heure limites ne seront pas retenus.

Conformément au décret 2002-692 du 30 avril 2002, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre.

Les documents à fournir, conformément à l'article 8 du présent règlement, devront l'être sous forme de fichiers informatiques.

Seuls les formats de fichiers informatiques de type ZIP et PDF seront acceptés ; leur nom devra être suffisamment explicite.

La transmission des offres sous format dématérialisé devra impérativement se faire sur le profil acheteur du Maître d'Ouvrage.



## ARTICLE 8 PIÈCES À FOURNIR POUR LA PASSATION DU MARCHÉ

**L'entreprise retenue devra fournir dans un délai de 7 jours** après la demande de la personne publique les pièces suivantes :

Un certificat délivré par les administrations et organismes compétents justifiant qu'au 31 décembre de l'année précédant celle de l'appel d'offre, le candidat a satisfait à ses obligations déclaratives et ses obligations de paiement relatives à :

- L'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés ;
- La taxe sur la valeur ajoutée, concernant les SNC, les GIE, les sociétés filiales et plus généralement les candidats non soumis au paiement de l'impôt direct : il appartient au soumissionnaire de produire les attestations de paiement de l'impôt direct, pour les personnes physiques ou morales qui en sont redevables à sa place.
- Un certificat attestant que le candidat a satisfait à ses obligations de paiement au 31 décembre de l'année précédant celle de l'appel d'offres en matière de sécurité sociale et de caisse des congés payés.

L'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil (garantie décennale).

Remarque :

En matière fiscale et sociale, les organismes ne délivrent qu'un seul certificat par an. Il appartient donc aux candidats de produire dans leur dossier de candidature une photocopie de chacun de ces certificats sur laquelle ils porteront, eux-mêmes, la mention manuscrite suivante :

« Je, soussigné X, agissant au nom de l'entreprise Y, atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original.

Date et signature. »

Conformément à l'arrêté du 31 décembre 1995, les candidats peuvent fournir, concernant les certificats en matière fiscale et sociale, une copie de l' « état annuel des certificats reçus » tel que défini dans l'arrêté. Cette copie sera attestée sur l'honneur par le candidat sous peine de rejet de l'offre.

## ARTICLE 9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous renseignements complémentaires, à condition qu'ils ne soient pas de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats, les entreprises pourront s'adresser par écrit à :

- soit au maître d'ouvrage

**MAIRIE DE BRASSAC**

Place de l'Hôtel de Ville

81260 BRASSAC

Tél. : 05 63 74 00 18 - Fax. : ..... -

Email : [mairie@brassac.fr](mailto:mairie@brassac.fr)

- soit au maître d'œuvre

**DEJANTE Eau & Environnement – Pays  
d'Oc**

**M. FAURIE Boris**

70, rue des Agriculteurs

81 000 ALBI

Email : [bfaurie@dejante-infra.com](mailto:bfaurie@dejante-infra.com)